

Service : Direction des
Ressources Humaines
Réf : BG/NP
Tél. : 04.66.56.43.63

CS2025_03_08

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS COMITÉ SYNDICAL DU 22 DÉCEMBRE 2025

Etaient présents (9) :

Christophe RIVENQ, Jean-Luc GIBELIN, Max ROUSTAN, Aurélie GENOLHER, Jalil BENABDILLAH, Jacques PÉPIN, Marc BENOIT, Philippe RIBOT, Thierry BAZALGETTE (suppléant de Liliane ALLEMAND)

Absents ou excusés (7) :

Lionel ANDRÉ, Monique NOVARETTI, Kathy GUYOT, Fabrice VERDIER, Claire LAPEYRONNIE, Ghislain CHASSARY, Régis BAYLE

Secrétaire de séance :

Aurélie GÉNOLHER

Objet : Participation financière à la protection sociale complémentaire des agents couvrant le risque « santé » dans le cadre d'une procédure de labellisation
Modification de la délibération n°2013.12.01 du Comité Syndical du 18 décembre 2013

Le Comité Syndical,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code des assurances et notamment son article L310-12-2,

Vu le Code général de la fonction publique et notamment ses articles L827-1 et suivants,

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Vu le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,

Vu l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique,

Vu la délibération n°2013.12.01 du Comité Syndical du SMTBA du 18 décembre 2013 portant participation financière à la protection sociale complémentaire des agents couvrant le risque santé dans le cadre d'une procédure de labellisation,

Vu l'avis du Comité Social Territorial du 18 novembre 2025,

Considérant que sont éligibles à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics les contrats destinés à couvrir les risques mentionnés à l'article L827-1 du Code général de la fonction publique susvisé, mettant en œuvre les dispositifs de solidarité mentionnés à l'article L827-3, cette condition pouvant être attestée par la délivrance d'un label dans les conditions prévues à l'article L310-12-2 du Code des assurances,

Considérant que l'aide financière mensuelle est obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2026 et qu'elle ne peut être inférieure à la moitié d'un montant de référence fixé à 30 € par décret et correspondant à un montant de 15 € par agent,

Considérant qu'actuellement et depuis le 1^{er} janvier 2014, le montant de la participation financière employeur institué pour le risque « santé » dans le cadre d'une procédure de labellisation est compris entre 0 et 15 € selon le niveau de rémunération,

Considérant qu'il convient d'apporter des modifications à la délibération n°2013.12.01 du Comité Syndical du SMTBA 18 décembre 2013 susvisée afin d'être en conformité au 1^{er} janvier 2026 avec les évolutions réglementaires,

APRÈS AVOIR DELIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

DÉCIDE

- De modifier la délibération n°2013.12.01 du Comité Syndical du SMTBA 18 décembre 2013 comme suit :
 - ✓ Suppression à compter du 1^{er} janvier 2026 de la participation financière modulée selon la rémunération,
 - ✓ Participation financière de la collectivité à hauteur de 15 € brut par agent et par mois sous réserve de la souscription à un contrat ou règlement labellisé pour le risque « Santé » et de la transmission annuelle du justificatif correspondant.
- D'inscrire au budget les crédits nécessaires,

Votants : 9
Pour : 9
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait conforme,
Le Président,

Christophe RIVENQ



La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du SMTBA, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr